

n° 667 du 22 Août au 4 Septembre 1975 3 F50
Hebdomadaire du parti socialiste unifié.

tribune

socialiste



QUEL SOCIALISME ?

Sommaire

- PCF-NOUVEL OBS : Entretien avec Jean Daniel p.4

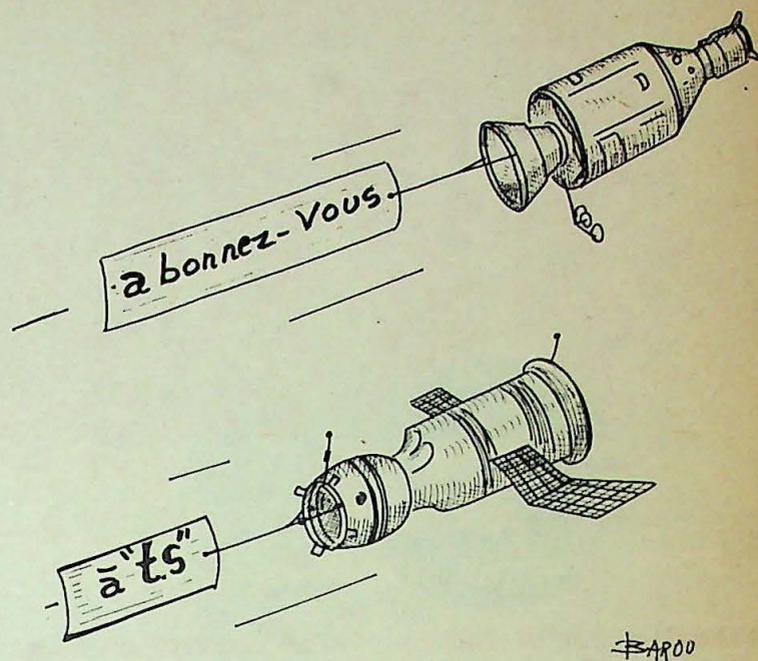
- SOCIAL : Garder l'offensive p.5
- VITICULTEURS : Les yeux s'ouvrent p.6
- ANNIVERSAIRE : Il y a quarante ans, les auberges de la jeunesse p.7

- DES LARZAC PARTOUT : Ça bouge à Fontevraud, Vaumeilh, Braud-Saint-Louis p. 8 et 9

- LIVRES : A propos du livre d'A. Glucksman 10 et 11

- PORTUGAL : L'analyse de Michel Mousel p. 12
- Une interview de F. Marques p. 13
- GRECE : Le point de vue du PC (de l'intérieur) p.14

- IMAGES : cinéma, télévision p. 15
- LES AFFICHES DE MAI 68 p.16



**Vous avez soutenu, vous soutenez encore LIBERATION, POLITIQUE HEBDO...
... et vous avez raison...
la presse d'extrême gauche ne peut compter que sur ses propres moyens et ceux que vous lui donnez pour vivre.**

**Pour passer sans encombre le cap de l'été
Pour préparer une formule nouvelle encore meilleure de T S**

TS A BESOIN DE VOUS TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

- Adressez votre soutien financier au
**PSU « Soutien TS »
CCP 14 020 44 Paris**

Nom :
Adresse :
Montant du don :

- Mieux encore, abonnez-vous à TS

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

**T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65**



A NOS LECTEURS

Comme le dernier TS était très épais, très dense, très fouillé, on vous a laissé quatre grandes semaines pour pouvoir le lire, le relire et le méditer. Et puis vous en servir — mais ensuite seulement — pour envelopper le poisson de l'Atlantique que vous êtes allé acheter sur votre port des bords de la Méditerranée...

Nous revoilà cette semaine, presque aussi reposés que vous, prêts à renouer le dialogue avec vous et à vous informer, le mieux que nous pourrons, sur ce qui se passe dans ce bas monde. Et sur ce que font des militants pour que ça se passe autrement.

Prêts, ou disons : presque prêts. La grande fatigue que nous a causé ce numéro de l'après 15 août est telle que nous nous sommes octroyés une nouvelle semaine de vacances ! Le prochain numéro de TS sera donc en vente à partir du 5 septembre. Encore plus beau, encore plus mordant, encore plus complet que celui-ci.

D'ici là, lisez et relisez, et méditez ce numéro, dont vous ne nous reprocherez sûrement pas qu'il soit, pour une bonne part, consacré à la situation portugaise et à ses retombées en France. Avec en prime (p. 12) un article de Michel Mousel, qui fait le point sur les positions du PSU en la matière.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMÇEN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERMAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAULT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Cadet Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

G.H.



Le test portugais

◆ Les développements de la situation au Portugal ont été, ces dernières semaines, le principal aliment de la politique intérieure française. A travers ces développements, c'est l'union de la gauche dans ses données actuelles qui a été mise à l'épreuve.

Le processus révolutionnaire portugais constitue en effet un test pour la gauche en France, non seulement parce que les divergences de fond entre le Parti communiste et le Parti socialiste y apparaissent en pleine lumière, mais encore parce que tous les problèmes de la transition au socialisme s'y trouvent posés par l'intervention de forces nouvelles, qu'il s'agisse du MFA ou des organes de contrôle ouvrier et populaire.

La position du PSU sur ces problèmes et sur les orientations qu'il juge les plus propres à favoriser l'avènement d'un pouvoir conforme aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple portugais ont été exprimées à plusieurs reprises et sont réactualisées dans ce numéro par l'article de Michel Mousel. Chacun sait que nous n'approuvons ni les visées hégémoniques et les comportements sectaires et bureaucratiques de la direction du Parti communiste portugais, ni l'alignement de celle du Parti socialiste portugais sur les forces les plus conservatrices de la social-démocratie européenne. Il y a quelque chose de juste dans

l'opinion de Jean-Pierre Chevènement selon laquelle stalinisme et social-démocratie se renforcent mutuellement.

Mais nous lui ferons remarquer, en passant, qu'on ne peut sortir du cercle en restant à l'intérieur d'un parti social-démocrate. Les forces capables de rompre cet enchaînement fatal au mouvement ouvrier et de construire démocratiquement un pouvoir populaire existent au Portugal. Tout en étant conscients des incertitudes de leur démarche, des contradictions et des faiblesses qu'elles ont à surmonter, c'est à elles que va notre soutien militant.

Il est un autre aspect de la situation au Portugal, dont les répercussions sur la gauche française sont immédiates. Encouragée par de puissants appuis extérieurs, fanatisée par le clergé le plus rétrograde d'Europe, la réaction a repris l'offensive au Nord du pays. Tous les jours, des permanences des communistes et de leurs alliés sont incendiées, des militants attaqués, des livres brûlés etc... Ces violences visent, par delà les communistes, tous les acquis du 25 avril. En faisant peser la menace d'une guerre civile, il s'agit pour les inspirateurs et les auteurs de ces attentats d'arrêter le processus révolutionnaire et de remettre en selle les défenseurs de l'ancien régime.

Laisser se développer cette offensive c'est permettre à un

émule portugais de Pinochet — il n'en manque pas — de réinstaller le fascisme au Portugal. Une défaite de la révolution portugaise serait exploitée par toute la réaction européenne et porterait un coup très dur à l'ensemble des forces socialistes.

Or, quelle a été la réaction de la gauche « unie » ? Notons d'abord qu'au lieu d'un rassemblement immédiat de toutes les forces politiques et syndicales, c'est une réunion des trois partis signataires du programme commun qui s'est tenue. C'était restreindre d'emblée la portée de la riposte et s'exposer à cette interprétation que n'a pas manqué d'exprimer un journaliste : « **s'agit-il d'exporter le programme commun ?** ».

Mais c'était surtout se placer dans les plus mauvaises conditions pour aboutir à une action commune. Le règlement de comptes prenait le pas sur la nécessaire réponse à l'offensive réactionnaire. Un nouvel épisode de la querelle PC-PS se substituait à l'organisation de la solidarité antifasciste. Il aura fallu sept heures aux trois partenaires pour rédiger un communiqué qui se borne à éviter la rupture. Les commentaires amers que fait aujourd'hui Georges Marchais montrent bien ce que vaut le contenu « positif » de la déclaration des trois. On relèvera surtout qu'ils n'ont abouti à aucune décision commune. Les partis signatari-

res du programme commun ont donné ainsi une démonstration des limites de leur unité.

Pour sa part le PSU, en s'adressant à tous les partis de gauche, à pris position pour la plus large solidarité antifasciste. Seul le Parti communiste a répondu positivement. Les contacts que le PSU a eus, avec le PCF, avant même la réunion des partis du programme commun, n'avaient pas d'autre objet que d'appeler à l'action commune. Au lendemain de cette réunion sans résultats, les deux partis ont réaffirmé la nécessité de l'action unie contre la menace fasciste et pour la défense des acquis du 25 avril.

Cet accord qui devrait faciliter, à la base, un élargissement de la solidarité populaire avec la révolution portugaise n'implique aucune concession politique, aucune renonciation à la critique de la stratégie des partis communistes, en France, au Portugal, ou ailleurs. Mais il traduit notre ferme volonté de développer l'unité d'action pour aider à la construction de l'unité populaire, et dans le cas présent, de tout faire pour mettre en échec la contre-révolution portugaise.

Combien faudra-t-il de morts au Portugal, pour que d'autres répondent à notre appel ?

Victor LEDUC □



« Un contentieux passionnel... »

Entretien avec Jean Daniel

◆ L'expérience portugaise, riche d'enseignements par elle-même, s'avère chaque jour un redoutable révélateur de la véritable nature des forces politiques françaises. Alors que Mgr Marty fait mine de ne pas voir que les déclarations de l'Archevêque de Braga sont anticomunistes, que certains prêtres lisent en chaire de curieux textes où la haine est proche, et que M. Lecanuet donne son interprétation du rôle de Tartuffe, de nombreux chrétiens refusent avec force l'identification de leur église à l'image de la réaction, et le disent.

A gauche, le Parti socialiste rappelle que, s'il a « changé », comme il convient de dire, c'est dans une belle continuité social-démocrate. Et le Parti communiste redécouvre avec une étrange délectation le vocabulaire de la guerre froide.

A cet égard, la prise à partie de Jean Daniel n'est pas sans rappeler des souvenirs qu'on espérait révolus. Nous ne sommes pas, ici, suspects d'excessive complaisance à l'égard du Nouvel Observateur et de son directeur. Nous n'avons jamais caché, dans ces colonnes, nos désaccords avec cette équipe. Il est clair que, sur le Portugal par exemple — mais pas seulement sur le Portugal — nous n'avons pas toujours été, c'est le moins qu'on puisse dire, sur la même longueur d'ondes qu'un journal se faisant le porte-parole attiré de la tendance majoritaire du P.S.

Mais cela, bien sûr, ne justifie en rien les incroyables outrances de l'Humanité et du secrétaire général du PCF à son encontre. Il faut appeler un chat un chat : lorsque Georges Marchais dit, à France-Inter, que « Jean Daniel a publié un article constituant une justification par avance du massacre des communistes portugais », il se livre à une attaque calomnieuse. Le PSU ne peut que réprover de telles pratiques. Notre volonté de tout faire pour réaliser l'unité la plus large contre les menaces actuelles de la réaction au Portugal ne saurait en rien nous empêcher de protester avec vigueur contre de tels propos sectaires émanant de la direction du PCF.

TS a rencontré Jean Daniel. Et lui a demandé de s'exprimer librement, à propos de cette querelle que lui cherche un PCF n'osant pas viser directement F. Mitterrand.

Gilbert HERCET ■

TS : Comment expliquez-vous l'origine de l'attaque lancée contre vous par le PCF ?

Jean DANIEL : Le premier plan, c'est évidemment un contentieux passionnel, qui sépare depuis deux ans l'Observateur du PC, et plus précisément, depuis que Roland Leroy est à sa tête, de l'Humanité.

Je veux rappeler en effet qu'ont collaboré au Nouvel Observateur, Waldeck Rochet, Garaudy, Juquin, Piquet, Roland Leroy, Marchais, considérant alors qu'il s'agissait d'une tribune de la gauche toute entière. La première faille dans nos relations date de Mai 68, quand nous avons pris des positions jugées par eux « gauchistes » et « aventurières », notamment à propos d'un éditorial leur reprochant les qualificatifs de « juif allemand » pour Cohn-Bendit.

Puis nous avons repris langue avec René Andrieu, qui était très soucieux de la qualité de nos rapports.

Enfin, ils ont cru pouvoir nous reprocher nos reportages sociaux, disant que nos reporters prenaient parti pour la CFDT, le PSU, et de façon générale pour l'extrême-gauche, contre les communistes. Nous conservons une lettre du PC sur cet aspect.

Les relations se sont détériorées totalement à propos de Soljenitsyne. Toute la question était celle de l'anti-soviétisme. Malgré sa virulence, le débat est resté dans les limites de la polémique idéologique.

Au péché de gauchisme, s'ajoutait ainsi, le péché d'antisoviétisme : à la question « l'antisoviétisme est-il l'affaire de tous », je répondais « l'anti-stalinisme est

l'affaire de tous ». Et curieusement, dans son dernier livre, Elleinstein m'a implicitement donné raison.

Le contentieux, à ce moment là, est devenu exaspéré. De notre côté, il y a eu une part de naïveté. Je ne me suis rallié à l'union de la gauche que lorsque le PSU et la CFDT l'ont aidée — avec la double espérance d'une radicalisation du PS et d'une déstalinisation du PC, l'une étant nécessaire à l'autre. Notre naïveté était de croire que nous pouvions être anti-staliniens tout en étant respectueux à l'égard du PCF. L'affaire Soljenitsyne a montré qu'il restait, là-dessus au PC, un problème.

TS : Et puis, il y a eu le Portugal. Le PCF a retrouvé contre vous le ton de l'injure. Il est clair que cela est inexcusable. Cela dit, n'avez-vous pas cédé, à propos du Portugal, à la tentation de l'anticommunisme ?

J.D. : C'est le deuxième plan. Quelqu'un qui voudrait dépassionner notre débat et lire l'ensemble de ce que nous avons publié sur le Portugal constaterait que :

- Nous n'avons jamais pris parti pour la tentation social-démocrate au Portugal. Nous avons exprimé au départ les réserves les plus expresses sur certaines inclinations de Mario Soarès. Nous n'avons commencé à faire l'éloge de sa résistance qu'à propos de l'affaire Republica.

L'homme qui, personnellement, m'a le plus séduit, est Melo Antunes qui est devenu, je peux le dire, un ami.

- Nos premiers reportages ont été très élogieux — peut-être trop —

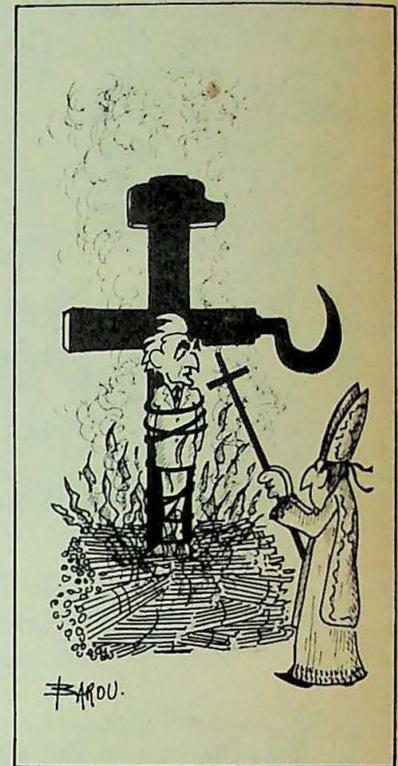
pour le MFA, car par tempérament, ce qui me fascinait, c'était que les mêmes gens que j'avais connus en Algérie tortionnaires, défenseurs de l'Occident chrétien, se transformaient en révolutionnaires au Portugal.

- Nous n'avons dit que du bien, au début, des communistes. Nous avons changé en même temps que les Portugais eux-mêmes. Notre évolution dans l'analyse de l'unité révolutionnaire au Portugal n'a été que le reflet journalistique et idéologique de celle des Portugais eux-mêmes. Elle s'est produite quand une véritable guerre a éclaté entre socialistes et communistes, et quand nous avons assisté à la révolte d'une partie du MFA. J'ai moi-même, avant que cela soit rendu public, reçu les confidences de Melo Antunes sur ce qui se passait au MFA, sur sa division à cause de l'influence communiste.

Tous ces propos contre les communistes me paraissent monstrueux dans un certain sens, car je voulais que cette expérience réussisse. Aujourd'hui encore je rends hommage au PCP d'avoir donné un caractère irréversible aux mesures anti-capitalistes.

Mais il est clair désormais que ceux qui attaquent les communistes ne sont pas seulement des gens de droite, mais de vrais révolutionnaires de toujours, des gens grâce à qui la Révolution s'est faite.

Le PCF s'engage totalement derrière Cunhal, pour des raisons qui m'échappent. Quant il fait machine arrière au moment où Cunhal lui-même fait machine arrière, il lui faut un bouc émissaire. Et c'est moi. Il feint ainsi de faire coïncider les critiques politiques à l'égard du



PCP avec la chasse aux sorcières entamée au Portugal, que bien sûr je condamne avec la dernière énergie.

TS : Au-delà de la conjoncture portugaise, ce conflit éclaire assez bien les stratégies des uns et des autres, dans la gauche française...

J.D. : Présomption ou pas — aux lecteurs de TS d'en juger — nous avons, avec une continuité que je crois assez grande, fixé le prix de l'union de la gauche : on ne paierait pas n'importe quoi pour la conserver.

C'est vrai que la conception héritée en grande partie de Mai 68 et de la CFDT, de la pratique de la démocratie réelle à l'intérieur des luttes concrètes, contient des principes sur lesquels nous ne sommes pas prêts à transiger. Le souci de respecter la base, d'être à l'écoute des masses, le souci qu'une avant-garde ne devienne pas manipulatrice, du respect entre diverses formations qui luttent ensemble pour le socialisme : tout cela est le grand acquis réalisé à partir du mouvement de Mai 68, et la grande injection progressiste à l'égard du marxisme.

S'agissant du Portugal, on peut se demander si les communistes veulent la fin de l'union de la gauche, ou du moins s'ils veulent l'union à un prix qui implique une méthode à l'égard de la démocratie que nous récusons. L'idée que les objectifs révolutionnaires dépendent de la façon dont on les poursuit, est une idée neuve en Europe, du moins au niveau de la pratique. L'union de la gauche ne peut passer par un enterrement de ces idées, quelles que soient les préoccupations tactiques et les volontés d'appareil. J'ose espérer que le PSU est sensible à ce genre de principes. ■

GARDER L'OFFENSIVE



Depuis le rassemblement du 10 juillet, les luttes ouvrières se sont poursuivies malgré la trêve de l'été. Des conflits ont abouti à une solution (Tanneries d'Annonay, Chausson, Grandin) mais bien d'autres se poursuivent (Caron-Ozanne, Jeunet, CIP Bayeul etc...) Nous y reviendrons.

La rentrée pourrait être chaude. Le pouvoir s'en inquiète et cherche ses solutions. Quelles réponses apporter aux manœuvres gouvernementales ?

□ C'est en principe le 4 septembre que le gouvernement fera connaître le contenu des quelques mesures complémentaires qu'il compte prendre dans le domaine économique et social.

Giscard d'Estaing a reconnu dans son allocution du 29 juillet que son gouvernement ne parvenait pas à contrôler la situation économique et sociale. Ce que les technocrates appellent la « stagflation » — récession sans recul de l'inflation — caractérise cette situation.

Les chiffres qui viennent d'être donnés, concernant l'emploi en juillet confirment la récession. Officiellement, il y a 884 000 chômeurs contre 877 000 en juin, 834 000 en mai et... 460 000 en juillet 1974. Sur la base d'un comptage plus précis (Bureau international du travail) on dépasse 1 200 000. Les premiers sondages dans les Agences de l'emploi montrent que les centaines de milliers de jeunes sortis des écoles il y a deux mois ne se sont inscrits qu'en nombre limité. Rien d'étonnant : les files d'attente, les fausses solutions et les faux espoirs, la réduction de l'être à l'état de marchandise, les écœurent profondément.

La récession s'est installée solidement et durablement. Une preuve en est donnée par la balance du commerce extérieur. Les exportations dépassent les importations depuis plusieurs mois parce que les importations ont chuté vertigineusement. Des chiffres officiels indiquent qu'en moyenne la baisse se chiffre à près du tiers, par rapport aux statistiques de 1974, au cours du second trimestre de 1975.

L'offensive américaine

Quant à l'inflation, son ralentissement ne doit pas faire illusion. Les cris de victoire entendus pendant ces mois d'été ne peuvent que faire diversion : la « pente » est au mieux de 1 % par mois (indices syndicaux) et doit s'accélérer dès la fin août avec des hausses de l'ordre de 2 à 3 % sur l'électro-ménager, les médicaments, autant de produit de luxe comme chacun sait.

Faute de trouver à l'intérieur du pays les éléments du redémarrage, le pouvoir regarde de l'autre côté de l'Atlantique. Il ne manque pas une occasion de signaler que la production est en reprise aux U.S.A., affirmant que la France va en bénéficier progressivement. C'est un bel aveu de la totale dépendance de l'économie française. On remarque en passant que « l'endettement » des Etats-Unis à l'égard de la

France s'est accru. Cela veut dire que les capitaux américains s'investissent en plus grand nombre depuis quelques mois, grâce aux commodités officielles et officieuses apportées à la législation des changes.

Toujours afin d'apparaître en meilleure position pour la bataille d'automne, le ministre de l'industrie d'Ornano a écrit avoir sauvé 110 000 emplois depuis un an. Mais il ajoute que les affaires « boiteuses » qui ont été soumises à ses services représentaient 210 000 emplois. M.D'Ornano a donc entériné cent mille licenciements, précisant

pour tout ce qui concerne la recherche nucléaire.

Les milliers de travailleurs qui se battent contre les licenciements et les fermetures d'entreprises se disent que les chiffres du ministre prouvent que la bataille a eu une efficacité malgré la situation de « crise » imposée à tous les travailleurs et qui en font les frais non seulement par le chômage mais aussi par la baisse globale et généralisée du pouvoir d'achat (environ 3 % depuis le début de l'année). C'est en effet dans les secteurs les plus combattifs que l'on rencontre le plus grand nombre de sauvetages : mécanique, textile, métallurgie. C'est une indication qui ne trompe pas.

Continuer le 10 juillet

Après avoir sous-estimé la puissance d'un mouvement qui est mieux apparu au rassemblement de la Tour Eiffel le 10 juillet dernier, le gouvernement doit mesurer son

vailleurs craignent qu'à travers l'appréciation justifiée d'un rapport de forces moins favorable, on en arrive à liquider tous les acquis des luttes offensives, unitaires et unifiantes autour du mot d'ordre « PAS DE LICENCIEMENT ». Les Tanneurs d'Annonay qui ont repris pour partie le travail le 4 août dernier, ont mis sur pied l'assemblée régulière des travailleurs qui doit réunir aussi bien ceux qui ont repris (moins de quarante sur 490 licenciés en juillet 1974 !) que ceux mis en formation, ou pour lesquels l'ANPE (agence de l'emploi) doit trouver prioritairement un emploi.

Ces travailleurs qui veulent aller de l'avant plutôt que de devoir reculer souhaitent que la stratégie mise en place à l'occasion de la journée du 10 juillet soit amplifiée dans une unité ouvrière et populaire de lutte regroupant travailleurs menacés, chômeurs, travailleurs non menacés actuellement. Pour eux, il faut en discuter dès maintenant car le



La reprise du travail à Annonay.

que pour une grande partie d'entre eux, le sauvetage n'était pas possible à cause des carences du vieillissement de la direction.

C'est sur cette toile de fond que le ministre d'Ornano a, discrètement liquidé le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) au début d'août en plaçant sa branche réalisation technique (donc commerciale) sous le contrôle du groupement international Framatome (majorité Jeumont-Schneider, minorité Westinghouse) contrôlé de fait par les Américains puisque la licence américaine à eau pressurisée a été « préférée » à la licence française mise au point justement par le C.E.A. il y a quelques années. Ce qui s'est passé avec le « redéploiement » de l'informatique (création d'un groupe CII-Honeywell-Bull dans lequel le marché a été apporté par les Américains) se répète dans le cadre des Centrales nucléaires et bien au-delà

ampleur. Par ailleurs les réticences exprimées dans les syndicats au plus haut niveau face à une stratégie de coordination aussi bien des usines occupées que des chômeurs, reculent devant le dynamisme et la combativité organisée de la base.

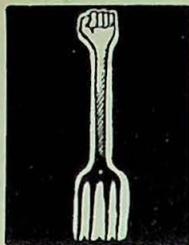
Mais les interventions financières de l'Etat ne sont pas « gratuites » elles impliquent des plans de redressement, c'est-à-dire le redémarrage progressif avec réembauche partielle, pré-retraite, recyclage ou formation et reclassement. L'exemple des Tanneries d'Annonay illustre bien cette attitude qui n'est pas nouvelle. On se souvient que chez LIP, la section CGT estimait devoir passer le compromis alors que la CFDT et le Comité d'action, entraînant la très grande majorité des travailleurs, luttaient pour le réemploi de tous.

Certes, comme l'on dit, les temps ont changé. Mais beaucoup de tra-

pouvoir veut en finir « en douceur » avec les mouvements d'occupation.

Cette stratégie offensive s'impose d'autant plus pour les « héritiers » de LIP, que les luttes pour l'amélioration du pouvoir d'achat, des conditions de travail, de réduction du temps de travail et des cadences, contre les menées fascisantes des patrons se poursuivent elles aussi avec dynamisme. Il s'agit d'éviter que la classe ouvrière et l'ensemble du peuple ne se coupe, entre ceux qui conquièrent de nouveaux avantages et ceux qui luttent pour la défense du minimum. Pour eux un mot d'ordre s'impose : « Du travail pour tous et pas n'importe quel travail à n'importe quelles conditions ». Ainsi espèrent-ils que la lutte économique restera indissociable de la lutte politique.

Michel CAMOUIS □



Viticulteurs : les yeux s'ouvrent

◆ Les viticulteurs du midi ont repris la lutte car leur situation loin de s'améliorer, devient de plus en plus critique et les mesures prises par les pouvoirs publics n'ont rien résolu quant au problème de la vente des vins.

Comme nous l'avons expliqué dans de précédents articles (voir TS n° 654), la colère des viticulteurs et les actions qu'elle a suscité chez ces desperados de l'agriculture, n'est plus actuellement le fait d'une révolte cyclique de tout un peuple pour défendre une culture ancestrale, comme certains auraient bien voulu le faire croire.

Dans les récentes manifestations début août, le mythe de l'unité syndicale, du corporatisme viticole voire même du nationalisme, a perdu ses vertus symboliques aux yeux d'un nombre croissant de petits et moyens viticulteurs.

En effet les actions ont été tout aussi violentes, organisées par les comités viticoles avec participation massive de toute la population, mais que ce soit au cours des barrages de routes, des ventes de vins aux touristes, de heurts avec les forces de l'ordre, l'ennemi principal a été clairement attaqué : le capitalisme à travers la politique du pouvoir actuel favorisant les gros agrariens qui misent sur le rendement avant la qualité, du négoce instaurant un immense trafic avec l'achat de ces vins et leur coupage avec les vins d'importation. Enfin les mesures de distillation n'ont fait que remplacer ces profits par d'autres pour les gros exploitants et les négociants, réduisant à la misère la grande majorité des exploitants, ruinant leur coopérative, etc...

La récolte est proche, les cuves sont pleines d'excellents vins que la plupart des travailleurs français n'ont jamais bu et dont il ignorent même l'existence et le prix modique auquel ils pourraient l'acheter.

Au cours de leur migration annuelle vers la mer et le soleil, beaucoup de ces travailleurs ont pu être informés. Malgré la gêne apportée par les blocages de routes, les distributions de tracts, avec vente de vin, de fruits, les discussions ont été très positives. La barrière que la bourgeoisie dresse toujours entre les ouvriers et les paysans n'a pas pu être mise en place, Espérons qu'à la rentrée c'est sur l'unité

ouvriers-paysans que se mèneront les luttes des travailleurs du midi.

Le fait nouveau qui appuie notre espoir, c'est la position de la F.G.A. (salariés CFDT de l'agriculture). Dans un communiqué du 8 août 1975, la CFDT prend nettement position en faveur de la lutte des viticulteurs, attaquant la FNSEA pour dénoncer son rôle réel : « **soutenant la politique du gouvernement, pour sauvegarder les « grands intérêts », et intensifier la pénétration du capitalisme en agriculture, le rôle de la FNSEA dans de telles manifestations est surtout de canaliser les mécontents pour les contenir, sacrifiant ainsi délibérément les petits agriculteurs et viticulteurs** ».

Dans ce même communiqué les organismes officiels professionnels — dont la FNSEA — sont mis en cause pour la répression syndicale et idéologique qu'ils font subir aux salariés agricoles, techniciens et conseillers, ouvriers de caves viticoles ; appel à violer les lois sociales en matière de salaire et de durée de travail ; licenciements de salariés permanents pour les remplacer par des immigrés à contrats temporaires.

La fin du communiqué est claire, elle appelle les viticulteurs à faire tomber cette barrière et nous ne pouvons que nous y associer : « **concernés par la crise viticole qui met en cause leur emploi et leur condition de vie, les salariés de l'agriculture doivent lutter aussi contre la politique agricole et viticole du gouvernement et des organisations « paysannes officielles » et contre l'appauvrissement de toute une région.**

Dans cette lutte, les alliances éventuelles ne peuvent se faire qu'entre des organisations ayant fait un choix anticapitaliste et sans compromis sur le dos des salariés.

Un processus de rupture de classe dans le pseudo-syndicalisme paysan est donc une condition de l'ouverture et de l'élargissement d'actions communes »

Ces luttes communes paysans-salariés agricoles sont entrées dans la réalité à Pizay (Rhône), à Mésanger ou à Plessé (Loire-Atlantique). Il faut que demain elles soient plus nombreuses.

Maguy GUILLEN □



Une arme à double tranchant

Imprimerie 20 000 licenciements

◆ Une nouvelle fois, les travailleurs de l'imprimerie ont cessé le travail le 20 août. Ils entendaient faire pression sur l'ensemble du patronat de la presse afin que celui-ci ramène Amaury, le dictateur du *Parisien libéré* à plus de raison.

Cependant, ces travailleurs voient bien au-delà du seul conflit du *Parisien* depuis la publication du plan de restructuration prévoyant 20 000 licenciements. Plusieurs imprimeries restent occupées. D'autres pourraient bien le devenir les jours prochains.

Là encore, il faudra innover pour faire face à l'ampleur du problème. Chez Caron-Ozanne, à Caen, les ouvriers ont déjà sorti plusieurs journaux sur les luttes de la région. L'outil de travail très important que représente une imprimerie est remis en marche, sous le contrôle des travailleurs.

Méru : Promopack le bain

◆ PROMOPACK c'est une petite entreprise de Méru, dans l'Oise, qui emploie une cinquantaine d'ouvriers et d'ouvrières très jeunes, pour faire du conditionnement. Sans délégué du personnel ni syndicat, on y emballa de tout : lessive, chewing-gum, et laque dans des conditions de sécurité inacceptables (pas d'extincteurs, porte de sécurité inaccessible).

En 1967, chez Rochel, autre usine de laque, il y a eu des morts dans un incendie, dans la zone industrielle de Méru. Accidents du travail, cadences infernales, vestiaires servant de réfectoire, le SMIC : il sait pratiquer l'esclavage le patron de Promopack.

A la suite d'interventions de militants du PSU de Méru, par la diffusion d'une photocopie des contrats de travail, et des bulletins de salaire, la distribution de tracts sur les marchés et dans les HLM, les travailleurs de Promopack ont commencé à imposer collectivement leur volonté.

Malgré les menaces du patron, l'action pour révéler les scandaleuses conditions de travail a continué. L'inspection du travail est intervenue et a obligé le patron à ajouter des systèmes de sécurité sur les machines et à poser des extincteurs. Mais la lutte continue pour les salaires et les cadences.

La grève des PTT dans l'Essonne

◆ La CFDT-PTT de l'Essonne a réalisé, à partir de l'information journalière diffusée pendant la grève, une synthèse de ce qui s'est passé dans le département, parue sous le titre « il était une fois dans l'Essonne... (1) ».

La grève avec ses revendications sous forme d'un dialogue entre divers militants du département, l'information qui devient action sont décrites de façon vivante.

Les assemblées générales sont reprises, analysées : « Les assemblées générales vont ainsi se renouveler de jour en jour. L'ambiance tient à la fois d'une angoisse vécue le matin même au piquet de grève où la décision de lutte se joue sur ce terrain et de la joie libérante de se retrouver unis sur les objectifs, et de pouvoir communiquer ensemble. Porter une lutte, la contrôler, la décider, c'est le fait de tout un chacun mais aussi le fait d'une conviction collective... » Les problèmes de fond aussi sont analysés : l'unité, le contrôle ouvrier, le pouvoir aux travailleurs.

En conclusion : ce qui a changé dans nos têtes ? « Tout, un peu. »

(1) En vente chez Syros.

Il y a quarante ans,
les Auberges de jeunesse...

une bouffée d'autogestion

Après la victoire du Front populaire, naissait un mouvement de jeunes original : le Centre laïque des auberges de jeunesse (CLAJ) teinté de blumisme et de fleur bleue. Après la Libération, les auberges de jeunesse, se transforment en un mouvement de masse, axé sur la jeunesse ouvrière, et dans lequel coexistent différents courants du mouvement ouvrier (à l'exception du courant stalinien) : c'est l'époque du MLAJ (Mouvement laïque des auberges de jeunesse). Jusque vers 1950, avant la mainmise financière de l'Etat sur une structure qui se technocratise de plus en plus, le MLAJ a joué un rôle important d'éducation sociale et politique et influencé plusieurs dizaines de milliers de jeunes qui ont contribué à donner naissance, vingt ans plus tard, à la génération de mai 68.

par quartiers, communes, villes ou même usines (Renault, Chausson...) — a la responsabilité d'une auberge. Il la gère, l'entretient, la décore et la met à la disposition de tous les jeunes qui, en week-end ou durant les vacances, veulent s'échapper de la ville et des « murs gris de la cité ».

Le principe de base, c'est la « gestion directe », comme on disait alors : apprentissage de la vraie démocratie, celle du peuple, et élément fondamental de l'éducation socialiste. On est loin à ce moment là du réseau « moderne » d'hôtels bon marché que sont devenues aujourd'hui les auberges de jeunesse. La « gestion directe », la société à laquelle nous rêvions, c'était déjà la société autogestionnaire. Mais notre credo englobait également la mixité, l'égalité des sexes, la participation de tous — garçons et filles — aux tâches ménagères, aux « corvées », la démocratie dans les débats et le droit de tendance institutionnalisés. Au cours de chaque congrès annuel, au milieu de débats passionnés, s'affrontaient, souvent avec humour, des tendances libertaires, trotskystes, réformistes, sans oublier ceux qui n'arrivaient pas à se cataloguer dans les « groupuscu-

La situation politique dans laquelle nous nous trouvions n'était guère brillante : après l'espoir fugitif de passer de la Libération au socialisme, ce fut le tripartisme, puis le recul du mouvement ouvrier et les débuts de la guerre froide. Le MLAJ, malgré la pression inévitable de la situation, réussit à garder quelques années encore sa spécificité et un certain rayonnement.

une contre culture

Ses militants avaient une carapace, faite du goût de la vie, du bonheur, de la fraternité et une sorte de « contre-culture » y trouvait un terrain favorable. On lisait et relisait Jacques Prévert dans les veillées, on fredonnait les airs du mouvement ouvrier (y compris les chansons « anar » redécouvertes depuis par Marc Ogerey), les chants populaires français ou étrangers.

L'ajiste se reconnaissait de loin à l'internationalisme (pas toujours prolétarien), l'antimilitarisme (pas toujours léniniste), au pacifisme (parfois « bêlant »)... et à une certaine manière de s'habiller. La révolte contre la société bourgeoise prenait des voies diverses (y compris le bouurlingage, les grandes randonnées, ce qu'on appelle aujourd'hui « la route »).

Une « idéologie de libération » ; voilà comment on pouvait caractériser l'état d'esprit de ce mouvement original. Les liens qui étaient tissés étaient surtout horizontaux et s'établissaient à partir d'une myriade de bases matérielles : les auberges. Elles étaient le point de départ et d'arrivée, le point de rencontre et de communion. Elles étaient aussi un lieu d'évasion, véritable dérivation à la contestation révolutionnaire qui lui retirait en partie sa force explosive.

Certaines idées de l'ajisme ont été reprises d'une manière parcellaire par des mouvements de jeunes d'aujourd'hui comme les comités de lutte et d'action de la jeunesse. Mais toutes les expériences ou tentatives d'organisation de la jeunesse sont fragmentaires. La jeunesse aujourd'hui refuse majoritairement toute forme d'organisation qui s'apparenterait à un embrigadement. Le mouvement des auberges répondait à cette exigence : les militants travaillant dans les secteurs de l'animation, des loisirs, du cadre de vie pourraient peut-être en tirer quelques leçons.

Jean VERGER



Une veillée à l'auberge de Chanteloup - les - Vignes en 1947.

 En 1947, on compte environ 500 auberges de jeunesse, disséminées dans toute la France. Les municipalités « de gauche » en subventionnent certaines ; la plupart sont de vieilles fermes,

des bâtisses branlantes louées et retapées par les jeunes eux-mêmes. Car le mouvement existe à la base, et d'abord à la base. Chaque « foyer » — qui regroupe plusieurs dizaines d'adolescents

les » ou les partis traditionnels.

Le MLAJ, nous le considérons comme l'antichambre de l'organisation politique adulte.

Fontevraud : tous contre le camp militaire

La région de Fontevraud est « invitée » à mourir pour laisser place à un camp militaire. Mais Fontevraud lutte. Les 6 et 7 septembre prochains le rassemblement contre l'extension du camp militaire va le prouver. L'unité ouvriers-paysans contre l'extension du chômage, contre la déportation des paysans, contre la destruction de l'environnement seront les mots d'ordre principaux de ces deux journées.

❖ Au cœur de la forêt de Fontevraud, dans le Maine-et-Loire, s'installait en 1917 une école d'artillerie américaine. Conséquences : terrains défoncés, sources détruites, incendies fréquents. Dans cette région où la présence des militaires est une tradition (Saumur et son « cadre noir » ne sont pas loin), les expropriations se sont multipliées : 1 710 hectares en 1956, 1 381 hectares en 1970. Les recours juridiques en annulation contre les décrets d'utilité publique furent tous rejetés par le Conseil d'Etat début 1975.

Parallèlement, les comités Fontevraud-Larzac et le Groupement de Défense de la Forêt et de ses Environs organisent des manifestations en août 1973 et 1974 pour la marche sur le Larzac. A l'heure actuelle, le groupement de défense a décidé de l'achat de terrains autour du camp, afin de reboiser et d'aménager la forêt.

armée : massacre de la terre

Car depuis que l'armée a mis pied à Fontevraud, la forêt et toute la région sont colonisées. Les routes sont barrées souvent quatre jours par semaine à cause des manœuvres. Ceci entraîne des détours importants pour aller de Fontevraud à Saint-Cyr, à Brézé, à Epieds. La zone de sécurité englobe actuellement 200 hectares de terres cultivées. Les paysans risquent leur vie à travailler les jours de tirs. Les récoltes sont piétinées. L'armée depuis 1917 a totalement détruit le régime hydraulique de la région en asséchant les étangs, les points d'eau. Tous les inconvénients liés aux « grandes manœuvres » se multiplient : bruit des colonnes de blindés, tirs de nuit, ravages des bois, occupation des chemins ruraux.

L'armée veut continuer son œuvre de sape en englobant dans son périmètre d'extension les étangs de Couziers qui sont une des dernières réserves d'eau pour le bétail et pour lutter contre l'incendie. Chaque jour, elle essaie de conquérir, parcelle après parcelle, de nouvelles terres où elle pourrait en toute impunité déverser ses déchets (grenades, ferrailles, balles à blanc).

L'armée est aussi présente dans l'extension de la centrale nucléaire d'Avoine qui transformera le micro-climat avec des incidences évidentes sur le vignoble et toute l'agriculture. Dans la

région le programme nucléaire a déjà débuté avec les centrales de Chinon et Ingrandes. Comme dans toutes les régions occupées par l'armée c'est un massacre de la nature qui est en cours, incendies de forêt, érosion des sols, destruction de l'humus, bétonnage des étangs de Fontevraud, interdiction des promenades, de la chasse, de la pêche.

armée : chômage

A Fontevraud comme au Larzac la lutte contre l'armée nucléaire, contre l'armée briseuse de grève, contre l'armée au service du capital rejoint celle pour le droit au travail des ouvriers et des paysans, pour le droit à la terre et à un autre mode de vie. A Fontevraud, comme ailleurs, la sécurité de l'emploi pour les paysans est menacée par la précarité du statut du fermage. Tous les petits agriculteurs qui ont gardé un mode de production traditionnel et qui sont restés à l'écart de l'engrenage de l'investissement, utilisant au mieux un environnement naturel, risquent d'être condamnés à fuir devant l'armée, le tourisme de luxe ou les agriculteurs capitalistes.

Cette suppression de l'outil de travail est dans la région le lot commun des ouvriers aussi. Dans la région de Saumur et d'Angers de nombreuses boîtes ferment : de novembre 74 à avril 75, il y a eu dans le Maine-et-Loire 14 licenciements collectifs touchant près de 2 000 travailleurs. C'est la dé-

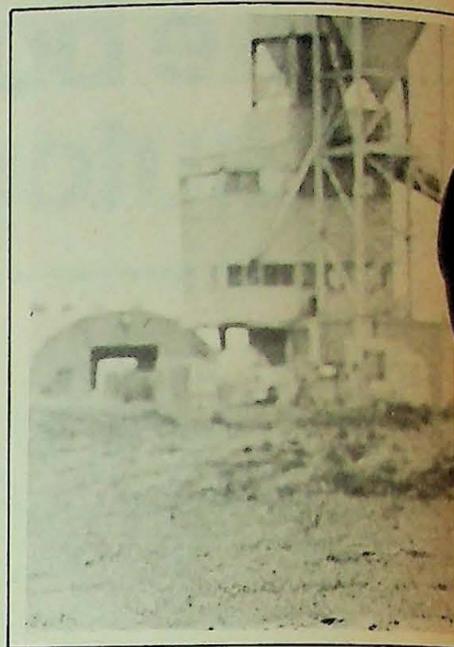
sertification de toute la région qui est commencée pour faire place nette à l'armée. A Fontevraud même, on craint les licenciements chez Blanchot (champignons).

unité ouvriers-paysans

Alors qu'au cours de l'hiver 1974-1975 une vague de découragement soufflait sur les paysans de Fontevraud, l'aide des comités Larzac de la région Ouest, le début de l'unité ouvriers-paysans, autour de luttes comme celle de la Vigne-Marou, les a encouragés à continuer leur campagne d'information. La mobilisation des 6 et 7 septembre en sera le moment fort. Il faut que Saumur ville militaire soit abreuvée de la colère des paysans et travailleurs contre l'armée.

Le rassemblement sera sous la responsabilité des paysans de Fontevraud. Des assemblées préparatoires et comités de coordination ont animé la mobilisation, chacun des départements de l'ouest aura un stand dans lequel s'exprimeront les luttes ouvrières et paysannes. Théâtre, chanteurs et forums-débats sont prévus. L'unité ouvriers-paysans pour la défense de l'emploi, contre l'armée du capital, contre l'énergie nucléaire, contre la spéculation foncière sera à l'ordre du jour.

Yves SPARFEL



Braud St Louis : pas de centrale

Les 16 et 17 août les paysans de Braud St Louis ont organisé un rassemblement. L'EDF a décidé d'implanter une centrale nucléaire.

❖ Il s'inscrit dans la lignée des nombreuses actions déjà entreprises sur le terrain depuis un an par les paysans menacés d'expropriation soutenus par les militants des comités anti-nucléaires. Rappelons que le 9 juillet, les CRS avaient violemment chargé les paysans qui s'opposaient à la construction d'un bâtiment par l'EDF, faisant plusieurs blessés, et qu'à la suite de cette action 12 paysans étaient inculpés au titre de la loi anti-casseurs.

Comme au Larzac

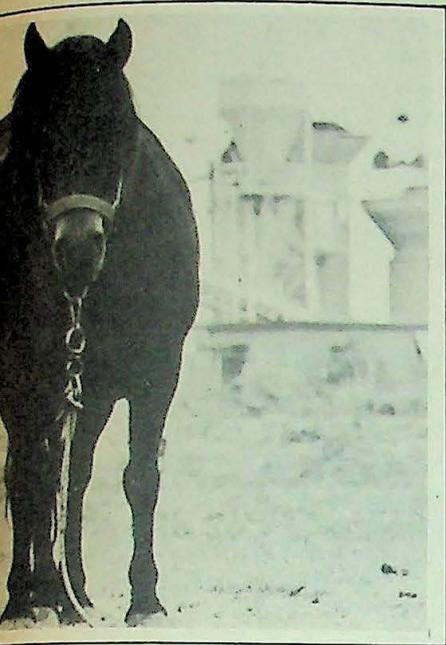
2 500 personnes participèrent à la fête malgré une pluie persistante pendant les deux jours qui a vite fait de rendre impraticable les marais, lieu du rassemblement. Les militants purent participer à de nombreux forums.

Le samedi soir, commençait une longue veillée où dans la tradition des rassemblements du Larzac, alternaient l'intervention des paysans, des savants, qui expliquaient les dangers du programme nucléaire, les messages de solidarité et les chanteurs.

Le PSU fut la seule organisation politique à s'exprimer par le biais d'un message de Charles Piaget. Il faut aussi souligner la présence de paysans du Larzac et de militants du comité millavois venus apporter leur soutien.

La safer démasquée

Quelle leçon tirer de ce rassemblement ? Nous avons pu vérifier dans les faits que le pouvoir tient à son programme nucléaire et qu'il n'hésite pas à violer sa propre légalité et à envoyer sa police pour commencer tout de suite les travaux



ans le Marais

aint-Louis et le collectif des comités anti-nucléaire, au bord de la Gironde.

de manière à mettre tout le monde devant le fait accompli. Le combat contre le programme nucléaire gouvernemental s'exprime de plus en plus comme un combat véritable contre le pouvoir et la bourgeoisie. La manière dont la SAFER, organisation qui a actuellement pour but d'aider les paysans à reconstruire leurs exploitations, a servi d'intermédiaire à l'EDF pour racheter des terres qui devaient servir au remembrement, a particulièrement révolté les paysans et dévoilé son rôle aux côtés du pouvoir, et des notables du syndicalisme agricole.

Les paysans ont donc créé le SYDAM (Syndicat des Agriculteurs du Marais menacés par l'implantation de la centrale) et un GFA (Groupe foncier agricole) qui a pour vocation de s'opposer à l'EDF pour acheter des terres disponibles dans le périmètre d'implantation de la centrale.

Un appel est lancé à la souscription de parts du GFA. Si LIP a fait école dans la classe ouvrière, la lutte des paysans du Larzac a aussi ouvert de nouvelles voies dans le monde paysan.

Comme ceux du Larzac, les paysans de Braud ont montré qu'ils étaient capable de s'organiser eux-mêmes. Ils ont su ne pas s'isoler et accepter tous les soutiens, tout en gardant la direction de leur lutte. Cette unité peut leur permettre de développer dans toute la région la popularisation de leur combat et d'obtenir l'abandon du projet gouvernemental.

B.V.

Pour tout contact. Comité contre le danger nucléaire. Presqu'île d'Arvert. MARENNES-OLERON. 17 750 - ETAULES.

Vaumeilh : du thym, pas d'avions

La fête de la Farigoulo (le thym en provençal), qui vient de se dérouler les 16 et 17 août sur l'emplacement même où doit s'étendre et se construire l'aérodrome pour super-jets à Vaumeilh (cf TS n° 666 p. 12-13) a été organisée par le GAER (Groupe d'Action et d'Etude Régional).

 L'année dernière c'était l'Arast (association des riverains de l'aéroport de Sisteron Thèze) qui avait lancé la lutte. A la suite de la création du GAER qui regroupe en son sein des militants occitans, travailleurs, CDJA, CFDT, PSU, et de sa liaison avec le comité Larzac, ces deux jours de manifestations, de forums et de fête ont atteint une dimension nouvelle : lutte de toute une population ouvrière et paysanne pour défendre sa région, sa terre et son droit au travail, son droit de rester vivre au pays.

une région qui ne veut pas se vendre

Tout l'été cette manifestation avait été précédée d'enquêtes dans les villages sur le thème « l'avenir des jeunes dans les Alpes de Hautes-Provence », faites par des groupes de deux à trois jeunes vivant dans les villages chez les cultivateurs et qui avaient fait un travail remarquable.

Ce n'est pas pour rien que le chant « Planterem la Farigoulo » a servi de thème à l'action menée par les travailleurs de la région contre le projet Dijoud visant à vendre purement et simplement les Alpes de Hautes-Provence au tourisme de luxe.

C'était celui des révolutionnaires paysans de 1851. Il n'a pas été oublié par les jeunes occitans. Ils veulent, ouvriers et paysans, lutter ensemble pour garder et développer des emplois dans la région. Ils refusent de liquider l'agriculture, leurs villages ; ils refusent les emplois de larbins pour quelques uns, le chômage et le départ vers le Nord pour la plupart. Cette volonté est apparue clairement dans les forums et débats de ces deux journées.

Le département peut faire vivre toute une population agricole, des industries propres pourraient s'installer (pâte à papier par exemple car la région produit 10 % de l'énergie hydro-électrique de la France). Bien d'autres ressources pourraient être utilisées dans une autre optique que celle du développement capitaliste car le pays contient un grand nombre de richesses naturelles que l'on s'appête à supprimer.

Qui défendre ? Quelle unité ?

Voilà sans doute la raison de la remise en cause directe qu'ont faite les paysans-travailleurs, de

certain cultivateurs qui ont accaparé de grandes surfaces mais qui sont menacés comme eux par le projet. En effet, beaucoup de jeunes ne trouvent pas de fermes à louer.

Le président de l'ARAST, Colombron, est un de ces « gros ». Tout le monde rend hommage à son dévouement pour la cause commune, mais on répugne à se battre au côté de cet homme qui possède près de 200 hectares de terre. On le lui dit en plein forum, calmement : « on ne veut pas te prendre ce qui t'appartient, mais cède tes fermages à des jeunes qui en ont besoin pour vivre au pays. Alors nous serons tous ensemble pour lutter contre l'aérodrome. »

Un autre jeune paysan-travailleur dit « j'ai acquis une ferme et 50 hectares en emprun-

tant tout ; j'ai 20 hectares en ferme, je les cède à ce jeune qui en a besoin ». Il ajoute « avec 50 hectares, même en ayant tout emprunté comme moi, on peut faire vivre une famille en travaillant et en remboursant, donc il faut faire cela, nous répartir les terres, après nous pourrons lutter ensemble, il n'y aura plus d'ambiguïté ».

Tous savent en effet que malgré tous les votes contre des conseils municipaux, le projet a déjà le feu vert en ce qui concerne les crédits d'expropriations. L'enquête d'utilité publique qui vient d'avoir lieu où la population a signé le cahier des doléances à raison de 200 personnes et de 250 lettres, le rapport des plus réservées quant à la valeur du projet lui-même risquent de ne servir à rien.

C'est en dernier ressort le préfet qui décide. Tout dépend du rapport de forces qui s'établira entre le pouvoir et les forces populaires. Le thème de l'unité est donc sur toutes les lèvres, « mais quelle unité ? », disent les paysans, les ouvriers présents aux débats de samedi.

Dijoud à genoux !

Le lendemain à 10 heures la manif s'ébranle, gros tracteurs avec remorques pleines de terre, 200 voitures avec leurs sacs de terre. On va à Sisteron en cortège. L'accordéon et le tambour scandent les chants et les slogans : Larzac-Vaumeilh — même combat, ouvriers et paysans même combat, Dijoud à genoux, des moutons pas d'avions, etc... Sur la place de Sisteron, la terre est déversée devant la mairie. La manif parcourt les rues sans incidents.

La fête reprend le dimanche après-midi et durera tard dans la soirée. Le premier résultat du débat politique commencé à cette fête se produit le soir même !

Collombon démissionne de la présidence de l'A.R.A.S.T., il accepte de céder ses fermages à des jeunes. Gaston Roche cède aussi sa ferme. On doit régler tout cela entre les Paysans-Travailleurs, le CDJA, les jeunes sans terre, dans une rencontre prochaine.

Est-ce cela que nous appelons le contrôle populaire et l'unité populaire ? Gageons qu'à Vaumeilh et dans les cantons représentés beaucoup l'ont compris.

Maguy GUILLEN

L'EXTENSION DES CAMPS MILITAIRES

 L'armée est déjà le plus important propriétaire terrien de France : 270 000 ha. Mais cela ne lui suffit pas ; elle essaie de s'accaparer d'autres terres.

Quatorze grands camps représentent 110 400 ha sont actuellement ouverts, il s'agit :

— Dans l'est : Des camps de Sissonne (600 ha), Mourmelon (3 500 ha), Valdahon (3 600 ha), Suippe (15 000 ha), Mailly (11 000 ha), et Bitche (3 500 ha)

— Dans l'ouest : de Coëtquidan (5 000 ha) et Fontevraud (1 300 ha)

— Dans le Sud : de La Courtine (6 000 ha), Caylus (6 000 ha), au Larzac (3 000 ha), des Garrigues-Nîmes (5 000 ha) et enfin de Canjuers (35 000 ha).

A cela s'ajoute les 35 000 ha occupés par l'armée sur le plateau d'Albion (où sont installés les missiles balistiques).

De nombreux camps de moindre importance se partagent le reste de superficie. Citons notamment dans l'Ouest :

— Avon (dans les Deux-Sèvres)

— La Ferrière de Flée (dans le Maine-et-Loire)

— Chateaulin (dans le Finistère) et également l'île Longue.

Sont actuellement en projet d'extension deux camps militaires bien connus :

— Le Larzac de 300 ha à 17 000 ha

— Fontevraud : de 1 300 ha à 2 680 ha.



A propos du livre d'A. Glucksmann
« la cuisinière et le mangeur d'hommes »

Goulag, marxisme et populisme (suite)

TS a publié dans son dernier numéro (19 juillet, p. 15) la première partie de la critique du livre d'André Glucksmann, « La Cuisinière et le Mangeur d'Hommes » (Seuil). Guy Perrin exposait la trame de ce livre féroce, critique impitoyable d'une réalité — le Goulag, l'URSS d'hier et aujourd'hui — qui l'est elle-même, un livre féroce aussi sur nous-mêmes

et nos tics, un livre irritant, désespérant, qui ne manque pas de déranger, une fois de plus, toutes les bonnes consciences du marxisme militant et universitaire. Mais du marxisme aux camps soviétiques, y a-t-il un rapport ? Dans ce second article, il exprime les réserves que lui ont inspiré cet ouvrage...

◆ Si nous sommes d'accord avec Glucksmann pour dire que l'Union Soviétique n'a de socialiste que le nom, que son régime relève d'une forme particulièrement féroce de capitalisme d'Etat, une nouvelle classe dominante ayant pris la place de l'ancienne bourgeoisie dans l'exercice de la dictature sur le prolétariat, nous ne pouvons pas manquer de marquer notre désaccord, qui porte sur trois problèmes.

D'abord, même si Glucksmann a raison de considérer tous les témoignages des déportés russes — quelle que soit leur option politique, ici ou là-bas — comme autant de documents de base irremplaçables pour l'étude de la nature du régime soviétique, présenter comme il le fait les « contestataires de l'Europe de l'Est » comme un tout politiquement homogène à quelques exceptions près, procède d'un tour de passe-passe politique inadmissible. Si tous témoignent bien d'une même réalité, tous n'en tirent pas les mêmes conclusions politiques. Et de Berger à Soljenitsyne, d'Amalrik à Medvedev et à Grigorenko, sans oublier Dubcek et l'opposition socialiste tchécoslovaque, tous n'ont pas — comme le dit Glucksmann — abjuré la méthode d'analyse marxiste. De ce point de vue, le privilège de la référence à Soljenitsyne, « critique plébéien, et non communiste, de l'ère stalinienne » (Lukacs, avec qui nous sommes ici d'accord) n'est pas, ne saurait être politiquement neutre.

Pluralité des marxismes

Ensuite, et si « le » marxisme dénoncé par Glucks-



A Moscou, sur la place Rouge, le 55e anniversaire de la révolution d'octobre.

mann existe bel et bien, ce marxisme-là, loin s'en faut, n'est pas le tout du marxisme, ni même peut-être ce qu'il y a pour nous de plus essentiel en lui et en sa tradition. Le marxisme, en effet, c'est aussi la critique de tout Etat, celui-ci fût-il « socialiste », ou plutôt de toute forme d'étatisme (Marx à propos de la Commune et dans sa critique du Programme de Gotha, Lénine dans « l'Etat et la révolution »); c'est la critique de l'idéologie bourgeoise du travail (Marx); c'est la critique de tout jacobinisme et de la conception du parti exposée par Lénine dans « Que faire ? » (le jeune Trotsky, Luxembourg, Gramsci); c'est aussi, contre Lénine, la critique du taylorisme et de la répression sexuelle (Gramsci

encore)... « Le » marxisme n'existe pas. Ou plutôt « le » marxisme considéré comme un tout homogène et sans contradictions n'existe que dans la tête de ceux qui l'ont imposé comme orthodoxie, et pour servir leurs intérêts propres. Ce qui existe, c'est une tradition théorique du mouvement ouvrier, où cohabitent, où se combattent plusieurs conceptions du « marxisme », sans doute porteuses d'intérêts de classe différents et contradictoires.

Dangers du populisme

Enfin et surtout, la critique de Glucksmann pêche par son populisme. Le peuple, assure Glucksmann, a toujours rai-

son. S'il en était ainsi, nul doute que cela se saurait. Si le peuple français avait, dans son immense majorité, résisté au nazisme et combattu les guerres coloniales, Giscard ne serait pas aujourd'hui président. Le peuple, n'a pas toujours tort, mais il n'a pas toujours raison non plus. A cet égard, il en est de lui comme de nous. De plus, et ceci explique cela, le peuple n'est pas uni, mais divisé en classes, en fractions de classes et en couches sociales aux intérêts immédiats souvent contradictoires. L'unité populaire n'est jamais spontanée mais toujours à construire.

Au lieu d'assumer donc, à l'intérieur du mouvement ouvrier, son rôle spécifique d'intellectuel, Glucksmann, enfin

libéré de sa « foi » marxiste, prétend — tâche impossible — se supprimer en tant qu'intellectuel et se faire « peuple », comme d'autres en d'autres temps se sont fait moines. Tâche impossible : lui-même ne prétend-il pas « éclairer » Billancourt sur le Goulag ». Populisme qui n'est pas sans effets sur son texte, populisme qui le conduit à faire l'apologie, pour le moins étrange, de tout « art » et de toute « beauté » en général, l'apologie, également, de Jeanne d'Arc (!).

Le populisme, nous connaissons. Nous l'avons souvent vécu en notre sein. Nous savons, par expérience, qu'il peut servir à justifier toutes sortes de lignes politiques. Plus loin de nous, au Portugal, le populisme peut servir, par la démagogie qui lui est inhérente, de couverture tant au gauchisme qu'à la réaction, en passant par la social-démocratie de Mario Soares.

Pourtant, par bien de ses aspects, le livre de Glucksmann vaut mieux que ces critiques. Et c'est pourquoi nous ne tomberons pas dans la provocation qu'il nous tend. C'est pourquoi nous ne l'accuserons pas — comme la LCR et le CERES, comme J.M. Vincent ou P. Guidoni (cf. la controverse engagée dans le *Quotidien de Paris*) qui semblent bien légèrement pouvoir s'accommoder d'explications à la Elleinstein sur le « phénomène stalinien » — ni d'idéalisme, ni de trahison. C'est que son livre vaut mieux aussi que toute la campagne intensive qui se fait autour de lui...

Nulle part en effet Glucksmann n'a la naïveté ni la sottise de dire : le Goulag, c'est la faute à Marx. Il dit même explicitement le contraire (p. 205). « **Les choses ne sont pas si simples** » (p. 51). Rares, très rares sont les passages qui portent critique de Marx (seul repéré, p. 217). Lénine lui-même, est largement épargné (sur Lénine, p. 190). Le léninisme, pas. En maints endroits, Glucksmann a même l'audace de se réclamer de Marx et de son précédent. C'est que le marxisme, « **seul ou presque, a proposé la question centrale de l'époque** », à savoir le problème de la « **conquête du pouvoir** » par les « **masses populaires** » (p. 67).

Stalinisme et réformisme

Ce que repère Glucksmann, c'est, à l'intérieur-même du marxisme, comme un partage, comme une ligne de fracture. Au-delà de la lettre, souvent véhémement, ce n'est pas au

marxisme de Marx, pas même à tout celui de Lénine, mais bien au socialisme de Lassalle, Guesde et Kautsky, mais bien au « marxisme-léninisme » dans toutes ses variantes, à ce cordon ombilical qui relie — quoi qu'ils en disent — le PCF à toute une partie de l'extrême-gauche organisée, qu'il s'en prend. Que ce marxisme-là porte aussi une part de responsabilité dans l'existence et la survivance de certains Goulag, ce n'est pas contestable. Et cela n'a rien à voir avec un quelconque « idéalisme ».

Né dans la société bourgeoise, le marxisme, y compris celui de Marx, ne pouvait pas ne pas en porter les stigmates et ne pas être ensuite déformé. Etatisme, jacobinisme, taylorisme, l'idéologie bourgeoise a su, pas à pas, pénétrer le marxisme lui-même. Un réformisme meurtrier et concentrationnaire dont nous sommes loin, y compris en France, d'être débarrassés : tel est le stalinisme. Sachons, malgré nos désaccords, reconnaître ce qu'il y a de vrai dans le réquisitoire, parfois excessif, de Glucksmann.

Marxisme et autogestion

Sans tapage théorique, et sans tomber dans le travers d'une théorie de populisme ou de l'anti-théorie, le PSU a su, dans la pratique, poser ces problèmes et ressentir leur urgence : d'un parti qui ne soit ni le détenteur de la vérité, ni formé à l'image de l'Etat bourgeois, et qui sache parler aux masses leur langage, et non un latin de théorie ; d'un projet qui reprenne à son compte la critique d'un certain type de croissance et de productivisme, qui reconnaisse l'existence de minorités (nationales par exemple) aux revendications spécifiques... Poser n'est pas résoudre, nous ne le savons que trop. Mais marxistes, nous le sommes, à notre façon. En autogestionnaires. A la manière de Gramsci : « **Sommes-nous marxistes ? Existe-t-il des marxistes ? Stupidité, toi seule est immortelle !... Le radotage et le byzantinisme sont l'impérissable héritage des hommes. Marx n'a pas écrit une petite doctrine de rien du tout ; ce n'est pas un messie qui a légué à la postérité un chapelet de paraboles grosses d'impératifs catégoriques, de règles indiscutables, absolues, hors des catégories d'espace et de temps. Son seul impératif catégorique, sa seule norme, la voici : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».** ■

Le vrai visage de la presse économique



« Lymphatisme chronique, gestion insuffisamment rationalisée, pourrait mieux faire si elle exploitait toutes ses possibilités. » Tel est le diagnostic que Jean-Paul Pigasse formule sur la presse économique. Aux yeux du rédacteur en chef d'*Entreprise*, en mars 1975, un seul remède peut sauver les journaux économiques du naufrage : la concentration des titres. Trois mois plus tard, lorsque *Les Informations* absorbent *Entreprise* pour donner naissance cet automate au *Nouvel Economiste*, Jean-Paul Pigasse démissionne avec fracas. Même chez un journaliste soucieux de logique économique, la pratique ne correspond pas toujours à la théorie !

La difficulté d'informer (1) de Jean-Paul Pigasse s'annonce, selon la dernière page de couverture, comme un livre courageux, dévoilant audacieusement les dessous du club quelque peu fermé des fabricants de *La Vie Française*, de *L'Expansion*, des *Informations* et d'*Entreprise*. Il est vrai que les cent trente dernières pages de l'ouvrage

du savoir technique et au développement des affaires, la moitié des cadres ne lit toujours pas les journaux économiques. Il faut donc qu'un catéchisme efficace pénètre dans tous les foyers des jeunes loups et les convertisse à la lecture de la presse spécialisée. Aux classes moyennes, en effet, la presse économique apporte quelques éléments de base à connaître : c'est par exemple la fonction des petits tableaux de conjoncture, agréablement colorisés, qui ouvrent *L'Expansion*, c'est également l'utilité des notes sur l'essentiel, cette information prédigérée dont se vantent *Les Informations*. Les presse économique fournit aux cadres des suggestions pour leurs conversations mondaines. Elle leur donne les miettes du pouvoir.

Pour les chefs d'entreprise, des « produits seconds » qui ne sont pas « destinés à une diffusion de masse » ont été mitonnés. Ces dossiers plus



donnent, en annexes, une documentation fort appréciable, aussi bien sur les principales publications françaises et étrangères que sur les sources de l'information économique. C'est la meilleure partie du livre. Quant à l'essai proprement dit, ses deux cent vingt pages font entendre une curieuse musique : avec ses allures de boy-scout souriant et naïf, l'auteur paraît prêt à accepter toutes les idées réactionnaires, pourvu qu'elles soient masquées par les mots de progrès et de libéralisme.

Jean-Paul Pigasse a débusqué le mal dont souffre la France. Notre pays n'a pas encore digéré la révolution industrielle. En cette fin de XXe siècle, l'argent continue d'y être considéré comme l'instrument par excellence de la dégradation de la personne humaine.

Alors que le marché théorique de la presse économique s'est élargi sensiblement, grâce à l'expansion

ou moins confidentiels réservent à quelques privilégiés les éléments nécessaires à la prise de décision. Jean-Paul Pigasse se fait le défenseur de ce type de presse. Et ce n'est pas par hasard que, quelques semaines après avoir quitté la rédaction en chef d'*Entreprise*, il a pris la direction du Bureau d'études de la presse d'affaires. En cherchant à lancer une véritable agence de presse spécialisée, non dans l'économie désormais accessible au grand public, mais dans les affaires, lieu du secret par excellence, il peut espérer participer au partage du pouvoir.

Ainsi la hiérarchie entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas encore continue d'être respectée. En voulant s'imposer auprès du grand nombre, *Le Nouvel Economiste* a déjà un train de retard. La presse économique, c'est l'illusion maximale et l'intégration minimale garanties.

Jean LEBRUN ■

(1) Editions Alain Moreau, 350 pages, 44 F

Comme le tremblement de terre de Lisbonne avait secoué, il y a deux siècles, la « conscience européenne », les événements du Portugal vont-ils produire sur la gauche un choc salutaire ?

□ Pour l'essentiel, le Portugal se heurte aujourd'hui à des questions qui sont bien au-delà de ce que représenterait en France, l'application du programme commun : l'ampleur des secteurs arrachés au capitalisme, la multiplication des expériences de gestion ouvrière, la réforme agraire, l'apparition d'organes de pouvoir populaire, le développement — même maladroit et parfois contestable — de la lutte idéologique, tout cela montre bien que le stade des « réformes démocratiques » est dépassé et que ce qui est en cause, c'est justement ce qui jusqu'à présent a été le plus soigneusement gommé dans les discussions de la gauche française : comment assurer les conditions de la transition au socialisme ; comment résoudre les problèmes du pouvoir de telle manière que la dictature du prolétariat ne se transforme pas en dictature tout court ; comment un pouvoir populaire peut-il combiner les alliances de classe et les alliances politiques nécessaires, pour ne pas devenir le déguisement d'une nouvelle oligarchie ?

Ce qui a été déterminant, c'est l'éclosion d'un mouvement populaire qui s'est traduit par l'apparition de nouvelles formes de pouvoir diversifiées, allant du contrôle ouvrier à l'autogestion en passant par les occupations et les assemblées de quartiers. C'est ce qui a fondé le soutien actif que nous avons apporté à ce processus et à ceux qui entendaient le développer : les forces socialistes révolutionnaires et la fraction la plus avancée du MFA.

Nous devons réaffirmer ce soutien avec toujours plus de vigueur, sans rien ignorer des contradictions qui surgissent. Il faut, évidemment, désigner clairement l'ennemi ; cela ne dispense pas de discuter de la manière de le combattre.

Campagnes orchestrées

A la première tâche correspond la lutte contre les violences anticomunistes. Nous n'avons d'ailleurs pas attendu les violences pour dénoncer, dès le mois de mars la campagne anticomuniste, au Portugal comme en Europe, et inviter vainement les partis français — le PCF notamment ! — à réagir au cours du trimestre dernier. La démonstration a malheureusement été donnée qu'à travers cette campagne et son orchestration internationale se déroulait une tentative de reprise en mains, par les fascistes et la droite la plus réactionnaire, de couches sociales restées à l'écart du mouvement populaire. Cependant, ni cette attitude, qui re-



lève de la vigilance antifasciste la plus élémentaire, ni le soutien à l'unité d'action souvent très conflictuelle réalisée entre l'extrême-gauche portugaise et le PCP, ne peuvent faire oublier que ce parti est porteur d'un projet politique fondamentalement différent de celui qui s'est exprimé dans le mouvement populaire ; que c'est précisément l'unité d'action conflictuelle qui a conduit l'appareil du PCP à accepter un processus dans lequel étaient souvent engagés ses militants sans renoncer pour autant à sa conception étatique, autoritaire et centralisatrice du socialisme. Celle-ci, en apparaissant à toute occasion dans les formes d'occupation de l'appareil d'Etat au sens large, a incontestablement contribué à nourrir les menées contre-révolutionnaires.

De la même manière, il faut dénoncer sans complaisance le rôle joué par la social-démocratie, tant portugaise qu'européenne. Il est clair que Mario Soares s'est placé en position de chef de file de tous les opposants à la poursuite du processus révolutionnaire, et qu'il a bénéficié des complicités actives des sociaux-démocrates allemands et des travaillistes anglais, pour ne pas parler de l'assentiment plus prudent de Mitterrand. Il n'en reste pas moins que le PSP ne peut être rejeté en bloc dans les ténèbres réactionnaires, à moins de renouer fâcheusement avec la notion de « social-fascisme » qui a coûté assez cher au mouvement ouvrier européen. Là aussi, seule la dialectique de l'unité d'action, recherchée à tous les niveaux, est en mesure d'éviter que la masse des militants ne se solidarise avec le jeu de la direction par réflexe de défense.

S'autonomiser...

On retrouve là un certain nombre des exigences de l'unité populaire. Il en est d'autres, si l'on veut que cette unité populaire redevienne le moteur du changement révolutionnaire. Les bases de classe de cette unité autour du prolétariat sont à définir : comment ne pas voir, par exemple, que certaines couches sociales comme cette fraction de la petite bourgeoisie qui sont les salariés du secteur tertiaire (très important au Portugal) ou la petite pay-

Les sources du pouvoir

sannerie du Nord, qui se sont senties étrangères à l'accélération du processus depuis le début de l'année et menacées par la dégradation de la situation économique, ont fourni une masse de manœuvre à la réaction alors qu'a priori rien ne prouve qu'elles aient des intérêts antagoniques à ceux du prolétariat urbain.

Le poids des formations socialistes révolutionnaires face aux organisations réformistes doit aussi entrer en ligne de compte ; le rapport de forces dépend-il exclusivement de l'action à la base d'un côté, de l'influence idéologique de l'autre (sur le MFA, par exemple) de chacune des organisations, ou n'exige-t-il pas une plus forte unité organique permettant à ce courant politique qui a joué un rôle essentiel dans le mouvement de masse d'être crédible aussi au niveau des réponses politiques d'ensemble qu'il a à apporter ? Faute de quoi, la logique seule de la lutte contre l'anticommunisme risque de limiter à la longue l'autonomie à l'égard du parti communiste.

Vers le pouvoir populaire ?

Il n'est donc pas concevable de faire l'économie de partis politiques au nom de la construction des formes autonomes de pouvoir populaire. Il faut s'expliquer clairement sur ce sujet. La rivalité des grands partis, PC et PS, dans la conquête des postes dans l'appareil d'Etat, l'électoratisme et le parlementarisme du PS, la conquête par le sommet des appareils syndicaux par le PC, tout cela est évidemment entré en contradiction avec l'apparition de structures « autogestionnaires ». Mais personne ne peut dicter au peuple les formes du débat politique, et lorsque certains éléments du MFA ont entretenu l'idée qu'il vaudrait mieux se passer de partis, ils ont joué un jeu dangereux : celui d'être conduits eux-mêmes à diriger d'en haut l'organisation du pouvoir populaire, ce qui serait sa négation même.

« **Apartidaire** » se révèle être une expression très ambiguë — à moins que pour aujourd'hui il veuille signifier que les « sans-partis » doivent participer à la construction du nouveau pouvoir. La révolution ne se fait pas sur un terrain politique vierge.

Et le dépérissement des partis n'est possible qu'à la suite d'un processus avancé du dépérissement de l'Etat.

On n'en est pas encore là. Les conseils de travailleurs en sont encore à un stade embryonnaire, et en précédant leur généralisation, on prend le risque de l'usurpation du pouvoir par une minorité au nom d'une démocratie nouvelle qui n'est pas encore arrivée à maturité. Un gouvernement militaire homogène animé des intentions les plus « conseillistes » se trouverait presque inévitablement engagé sur cette pente dangereuse, celle qui conduirait en fait à une nouvelle forme de pouvoir « autoritaire-progressiste ». Il ne peut être question non plus de remettre le pouvoir à une assemblée parlementaire dont l'élection a été totalement déphasée par rapport au mouvement des masses et qui ne peut être non plus la seule « représentation populaire » ; il reste que ces élections ont eu lieu, et qu'on ne peut pas faire comme si les travailleurs portugais n'avaient pas exprimé la pluralité de leurs opinions. Comment donc ne pas tenir compte aujourd'hui d'une situation de fait, d'un équilibre provisoire mais inévitable entre deux sources de pouvoir ?

Programme de transition

Pour qu'une solution gouvernementale composant ces deux sources soit viable, il est nécessaire qu'un accord intervienne sur un programme définissant les conditions de la poursuite de la transition au socialisme : sauvegarde économique, développement des réformes anticapitalistes, garanties apportées au développement des organes de masse, principes fondamentaux de la nouvelle légalité révolutionnaire, notamment en ce qui concerne les libertés individuelles et collectives. Un tel programme n'existe pas encore, malgré les tentatives de clarification au sein du MFA. Sur ce terrain aussi, nos camarades qui se battent sur une orientation autogestionnaire ont un rôle fondamental à jouer. Pour tous ceux qui rejettent les héritages tant social-démocrate que stalinien, il devient urgent d'apporter des réponses précises et opératoires. Au Portugal. En France aussi.

Michel MOUSEL ■

Le risque de bonapartisme

ENTRETIEN AVEC FERNANDO MARQUES, DE LA LUAR

TS donne aujourd'hui la parole à Fernando Pereira Marques, membre de la Commission Politique de la LUAR.

La LUAR est une organisation qui s'est fait connaître par des actions spectaculaires pendant la période fasciste. Après le 25 avril, les militants de la LUAR, ont décidé d'exploiter l'aura populaire acquise au travers de ces actions et de construire une organisation politique. Très vite celle-ci a eu un grand afflux de militants. En mai 74, la LUAR a avancé l'idée du pouvoir populaire. Avec la création de la clinique populaire de Cova de Piedade (banlieue de Lisbonne), ses militants sont à l'origine des mouvements d'occupation.

TS : Pour vous, qui avez joué un rôle important dans le développement du pouvoir populaire, quelle est aujourd'hui la réalité de ce pouvoir ?

F.M. : Nous considérons que les structures d'organisation autonome du peuple n'ont pas atteint un développement tel qu'elles puissent être une alternative de pouvoir. On ne peut pas lancer d'une façon artificielle des projets tels que celui des « conseils révolutionnaires de travailleurs », ou proposer des formes supérieures de coordination telles que celles qui étaient prévues dans l'ensemble du projet du M.F.A. Même si celles-ci ouvrent à plus long terme des perspectives très importantes pour les forces révolutionnaires il faut, aujourd'hui, concentrer tous nos efforts sur la coordination et la consolidation de ce qui existe de manière embryonnaire (commissions de moradores, de soldats, de villages, etc...).

Si le pouvoir populaire est un but stratégique, dans la phase actuelle, c'est la question du pouvoir tout court qui est posée par celle du pouvoir populaire. Le pouvoir d'Etat doit atteindre une stabilité minimum, s'appuyer sur un bloc social progressiste et avoir un maximum d'autorité révolutionnaire. Si on ne trouve pas les réponses d'urgence aux très graves questions économiques et sociales qui se posent, on n'aura pas le temps de construire quoi que ce soit au niveau du pouvoir populaire.

TS : Etant donné les conditions dans lesquelles il a été constitué (absence de programme, présenté comme le moins mauvais possible dans la période etc...) le Ve gouvernement répond-il à cette question de l'autorité politique ?

F.M. : Non, ce gouvernement n'est qu'un gouvernement de passage. Par ses méthodes de travail sectaires, dogmatiques et triomphalistes, le P.C. s'est marginalisé totalement de la population du Nord du Portugal, a affaibli ses positions dans l'armée et même au sein du prolétariat. On voit maintenant par l'avancée du PS, au travers des actions menées de la bourgeoisie nationale et internationale que le PC est très affaibli et la position du 1er Ministre très difficile. Nous pensons qu'il en est arrivé à un point où ce qu'il pouvait faire de plus intelli-

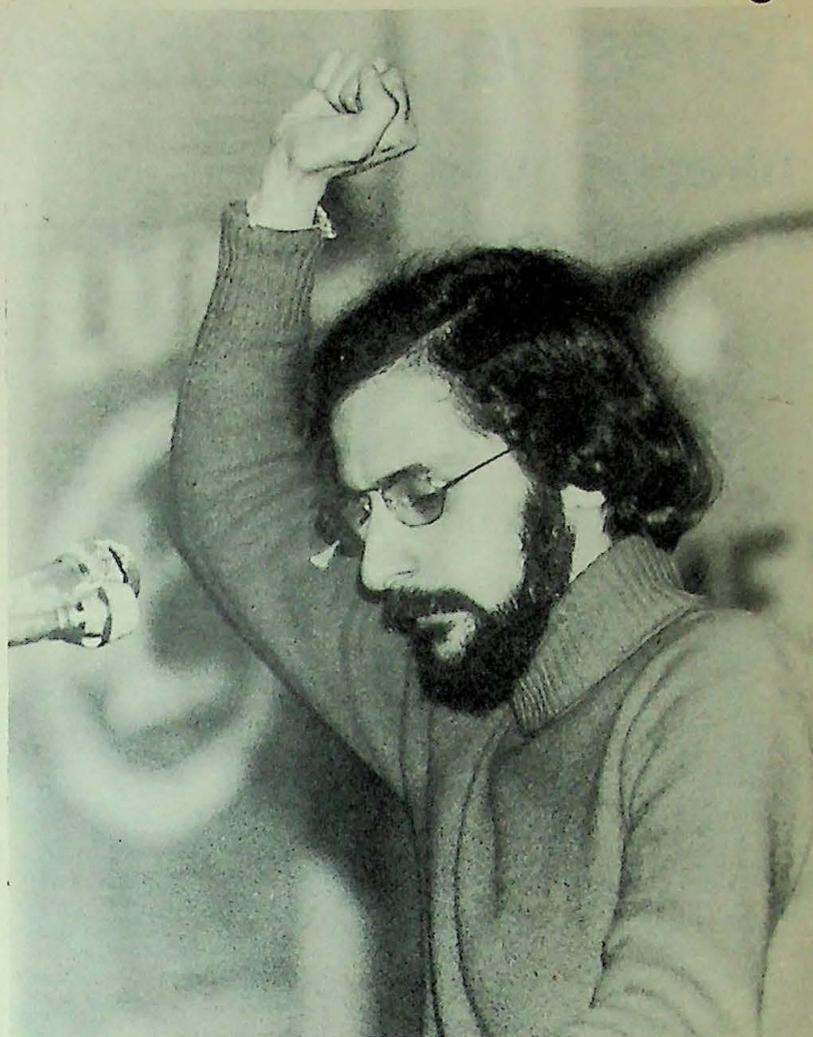
gent était de démissionner avant d'être complètement brûlé.

Telle n'a pas été sa décision et il a formé un gouvernement ne répondant pas aux conditions minimum nécessaires ; il n'a pas défini d'une façon claire un programme de transition et de sauvegarde s'appuyant sur un bloc social clairement défini. Ce qui aurait obligé à une démarcation nette entre les forces appuyant un tel gouvernement de transition et celles qu'il faut neutraliser. Nous pensons qu'autour d'un programme de ce genre aurait pu se regrouper les forces politiques de gauche et de la gauche révolutionnaire, PS y compris. Nous pensons qu'il est difficile de gouverner ce pays avec le PS dans l'opposition.

Les choses peuvent encore bouger dans le PS. C'est une grande masse composée par des couches du prolétariat et de la paysannerie qui a parié sur le socialisme comme alternative anti-PS. Nous savons qu'il y a une gauche dans le PS ; seulement elle n'est pas organisée. Nous pensons que les gens de l'ex-MES pourraient faire ce travail que le FSP aurait dû faire et qui aurait pu amener le PS à accepter un gouvernement sans le PPD et autres forces de la bourgeoisie. Le nouveau gouvernement n'a même pas abordé cette question.

TS : La parution du document Antunes ne prouve-t-il pas l'impossibilité de constituer le bloc social progressiste dont tu parles ?

F.M. : L'histoire Antunes est assez dangereuse par la façon dont cette position est exploitée par l'opportunisme soit de droite soit de gauche. Ce projet commence à apparaître comme une alternative qui a d'une part l'appui du PPD et du PS, d'autre part celui de certains courants de gauche qu'on peut accuser d'opportunisme ou d'un certain arrivisme (l'ex-MES appuie ce document). Le problème c'est que ce document apparaît comme l'une des seules solutions globales qui émergent et cela est d'autant plus dangereux qu'il aborde des questions vraiment fondamentales, mais que c'est une analyse de droite. Cela est venu précipiter les contradictions au sein des militaires. Cette coupure peut pousser à une solution où le PS et le PPD soient en force ce qui représenterait un frein à tous les projets de pouvoir populaire, de dé-



Fernando Pereira Marques

veloppement du mouvement révolutionnaire. Le gouvernement a pris une position de force d'une façon précipitée par rapport à ce groupe. Cela peut finalement être favorable à Antunes parce que la position des couches soutenant Gonçalves est très affaiblie.

Le courant Antunes exprime quant à lui la constitution d'un bloc social de la petite, moyenne et grande bourgeoisie. Mais cette alternative ne vient pas résoudre les questions de la lutte des classes parce que dans la situation du pays on ne peut pas créer un pouvoir qui s'appuie sur ce bloc sans réprimer l'autre bloc social.

TS : Quelle est la situation au sein du M.F.A. ?

F.N. : Il ne faut pas idéaliser le MFA, comme l'ont fait en France « Libération » et le PSU.

Le M.F.A. n'a jamais été uni. Le PC ne voulait pas dire qu'il y avait des divisions au sein du MFA. Il a adopté une position suiviste et opportuniste. Pour le PC, le MFA est un mouvement de libération nationale. En fait, le MFA n'a pas de cohésion ; il n'y a pas correspondance entre les divers courants du Conseil de la Révolution, le MFA et le reste de l'armée. Il y a de nombreuses couches de militaires qui se sont éveillées à la politique après le 25 avril et qui commencent à être prises de panique devant les tentatives hégémoniques du PC. La grande question est de savoir si le rapport de forces sera favorable au courant socialiste révolutionnaire au sein des officiers du MFA. Quant à nous, nous fondons des espoirs importants sur les soldats et les appelés qui ont subi un profond processus de conscientisation. Il ne faut pas se faire d'illusion sur l'armée, mais ce serait une erreur de se couper de toute cette couche de

militaires qui jusqu'à maintenant a accompagné le processus.

TS : Sur tous les plans, le Portugal apparaît complètement divisé. Est-ce à dire que la guerre civile a déjà commencé ?

F.M. : En réalité on commence à sentir qu'on a un pays divisé en deux. Au nord, jusqu'au Tage, il y a simplement la petite paysannerie qui est vulnérable à toutes les manipulations des forces de droite. Celles-ci dominent par l'intermédiaire des notables locaux et de l'Eglise. La situation a été aggravée parce qu'on a pas donné de réponses aux problèmes qui se posaient aux petits paysans.

Au Sud : c'est totalement différent. Les seigneurs des latifundias n'osent pas réagir ; les paysans s'organisent et sont décidés à défendre les armes à la main ce qu'ils ont conquis. Cette division se retrouve parmi les militaires. Les militaires du Nord sont surtout des paysans du Nord. Si cela continue, il peut y avoir des incidents entre les militaires eux-mêmes.

On ne peut écarter l'hypothèse que devant toutes ces difficultés économiques, sociales et politiques, puisque les centres de pouvoir continuent à être les militaires, ils ne cherchent une issue de militaires. Ce pourrait être un gouvernement purement militaire de type bonapartiste de gauche mais vulnérable à toutes les oscillations au sein de l'armée ; Ce bonapartisme de gauche pouvant devenir un bonapartisme tout court. Cela ne veut pas dire qu'à longue échéance on puisse écarter le danger d'un affrontement. Les militaires sont divisés et quand ils sont au pouvoir ils résolvent leurs problèmes par les armes.

Propos recueillis à Lisbonne par Remy GRILLAULT ■



Après la dictature...

entretien avec un représentant du PC grec (DE L'INTERIEUR)

Les événements d'Athènes des 23-24 juillet dernier montrent que la répression contre le mouvement populaire grec peut toujours s'abattre avec une grande violence.

Cette journée, qui était par ailleurs l'anniversaire de la chute de la dictature, nous rappelle que la lutte des travailleurs grecs ne fait que commencer. L'armée, la police, l'ensemble de l'appareil d'Etat restent dans les mains de ceux qui ont exercé la dictature pendant huit ans. Si les procès de militaires qui se déroulent actuellement en Grèce constituent une victoire pour le peuple grec, ils ne visent que les principaux dirigeants du coup d'Etat de 1967. Ils n'éliminent pas les institutions qu'ils ont façonnées, ils n'écartent pas les cadres, toujours en place, qui leur ont permis de faire régner la terreur.

Estimant indispensable de suivre attentivement l'évolution de la situation en Grèce et à Chypre, nous ouvrons aujourd'hui nos colonnes à un militant du « Parti Communiste Grec (de l'intérieur) », Makis Paraskevopoulos. Ayant lui-même, comme des milliers d'autres, été emprisonné sous le régime Papadopoulos, c'est en tant que membre du Bureau du Conseil Central de la Jeunesse communiste (Rigas Ferraios) qu'il s'exprime ici.

TS : Deux anniversaires importants pour le peuple grec ont eu lieu au mois de juillet : celui du renversement du régime de Makarios et celui de la chute de la dictature en Grèce. Quelle analyse le PCG de l'intérieur fait-il, un an après, de ces deux événements ?

M.P. : Il y a une relation très étroite entre le coup d'Etat à Chypre et la chute de la dictature en Grèce. L'affaire de Chypre, d'une certaine manière, a été un échec pour ses instaurateurs grecs. Ceux-ci, au moment de la crise, semblent avoir été abandonnés par les Américains. Les factieux qui désiraient même déclarer la guerre à la Turquie, se sont trouvés isolés en Grèce et à l'étranger. Le régime grec qui souffrait déjà de contradictions sérieuses et qui n'avait pas pu se créer une base sociale est alors de plus en plus isolé et faible. Les contradictions internationales, créées par la crise chypriote, aggravent la situation pour les militaires au pouvoir et le changement s'impose alors : les militaires sont acculés à céder le pouvoir aux civils, représentants conservateurs du monde politique bourgeois.

Il faut se rappeler que le renversement de la dictature en Grèce n'est donc pas le résultat d'une révolution populaire ni même d'une « révolution militaire ». Après coup, on peut dire que les masses populaires ont contribué d'une manière plus ou moins active à l'ébranlement de la dictature.

Néanmoins, durant la dictature, il a été impossible de créer un mouvement large, de constituer un front commun pour abattre les militaires. Notre parti a toujours combattu dans ce sens. Les différentes tentatives telles que le « Mouvement National de Résistance » et le « Front patriotique » n'ont pas abouti. L'unité d'action a cependant existé d'une certaine manière à la base et s'il est vrai

qu'elle n'a pas été la raison du changement de juillet 74, elle constitue aujourd'hui la base d'une unité d'action large.

TS : Comment le PCG (int) caractérise-t-il le régime actuel ?

M.P. : En juillet 1974 s'est produit un changement important, une vraie rupture. Cette rupture rend possible, elle ouvre la voie pour une lutte en vue de l'instauration d'une démocratie réelle. Il faut lutter pour éliminer les séquelles de la junte et pour le rétablissement de toutes les institutions démocratiques.



Les dictateurs devant leurs juges.

Dans l'ensemble, on peut caractériser le régime comme un régime conservateur, favorable au capital monopolistique. Mais d'un autre côté, on ne peut pas dire qu'il soit en masse réactionnaire. Il a des éléments contradictoires dans son sein. Dans la majorité gouvernementale il y a plusieurs tendances : une conservatrice et réactionnaire qui garde des relations étroites avec les éléments militaristes ; l'autre qui cherche à renforcer l'orientation anti-dictatoriale et anti-américaine. Il y a ceux qui freinent le processus de démocratisation et ceux qui désirent l'approfondir. Dans ce contexte, Caramanlis joue avec le feu : au lieu d'avancer et de s'appuyer sur les éléments démocratiques, il hésite et de ce fait il renforce les éléments favorables à la dictature. La situation est aujourd'hui en Grèce très dangereuse ; une solution réactionnaire n'est pas exclue et l'anticommunisme se renforce.

TS : Quel a été, cette année, le développement du mouvement social et qu'elle a été la politique du gouvernement face aux revendications des travailleurs ?

M.P. : Comme nous l'avons toujours dit, le gouvernement a pris des décisions positives, telles que le début de l'épuration, la légalisation des PC, le retrait de l'OTAN, l'ouverture diplomatique

et commerciale vers les pays socialistes et les pays non-alignés.

Mais, sur le plan social, l'ambiguïté du régime et son caractère de classe sont flagrants. Il impose la politique du grand capital monopolistique, encore qu'il ait été dans certaines circonstances obligé de céder, grâce aux pressions du mouvement populaire. Durant cette année en effet il y a eu une lutte syndicale et surtout un mouvement très important de grèves spontanées. Les revendications des grévistes concernent non seulement l'augmentation des salaires mais aussi la lutte contre les licenciements, la défense des libertés démocratiques et l'épuration de l'appareil syndical. Face à ce mouvement, le patronat a réagi d'une manière violente ; il utilise son dispositif anti-syndical, il licencie les travailleurs qui prennent une part active au mouvement... Tout ceci se fait impunément sous l'œil du gouvernement ; dans plusieurs conflits importants, le patronat a eu le champ libre pour agir à sa guise.

Cette violence patronale a fait fléchir souvent la position de certains cadres syndicaux qui se situent sur des positions de collaboration de classe. Il faut se rappeler que la CGT grecque est une Confédération réformatrice. A sa direction centrale, on trouve certains éléments démocratiques, mais le contrôle de l'ensemble de l'appareil, c'est-à-dire les cadres intermédiaires, sont des agents du patronat. Aussi, bien souvent les syndicats de base sont des syndicats jaunes. Dans l'appareil syndical l'épuration n'est pas faite et c'est là où le bât blesse.

T.S. : Quelle est votre position sur le problème de Chypre ?

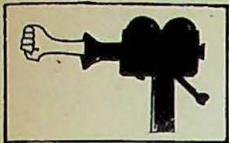
M.P. : L'orientation du gouvernement (préserver la ligne commune Nicosie-Athènes) a tout notre soutien. Cela signifie le soutien à la position de Makarios qui a obtenu l'appui de toutes les forces progressistes de l'île.

En tant que PC nous demandons la solution du problème chypriote dans un cadre international plus large que celui de l'OTAN.

Il est important pour notre parti d'informer l'opinion publique d'Europe occidentale sur ce qui se passe réellement à Chypre du point de vue militaire et politique.

Il faut dénoncer l'impérialisme américain qui dans la région sert du chauvinisme turc. Il faut combattre l'idée conservatrice qui essaie de montrer le conflit chypriote comme un conflit entre deux communautés.

Propos recueillis à Athènes
par Cécilia JOXE



Passé, présent, avenir

Les distributeurs de cinéma ayant découvert que Paris et les grandes villes de province n'étaient pas totalement dépeuplées au mois d'août, le lancement de film nouveaux a commencé plus tôt, cette année. Les aotiens cinéphiles qui hantent nos grandes cités peuvent ainsi s'offrir, entre deux superbes Bogart et deux fameux western, une tranche de production récente.

♦ Ils peuvent voir, ainsi, **Le futur aux trousse**, de Dolorès Grassian, connue pour avoir fait quelques bonnes choses à la télé. Son premier film de cinéma, sans être indifférent, s'avère plutôt décevant.

L'idée du scénario était pourtant excellente : notre société de consommation se meurt de ne plus savoir quoi offrir à consommer. L'inflation en même temps que l'ennui, gagne les malheureux hommes modernes. L'industrie doit donc trouver quelque chose. Alors, un esprit fûté a une idée de génie : il faut spéculer sur le temps de loisir, et, en même temps sur l'aspiration fondamentale des individus à changer leur vie, à vivre une autre vie. Il faut leur offrir (contre menue monnaie) de vivre, de vivre vraiment, pendant leur temps de loisir, avec une autre personnalité, un autre métier ; il faut permettre à chacun d'acquiescer une « double identité ».

Non seulement les hommes consommeront aussi, pendant cette « autre » vie, des produits et objets bien réels, mais cela les défoulera, et « récupérera » donc les tendances contestataires. Et, puisque l'acquisition d'une double identité dépendra de l'analyse des projections et des rêves de chacun, cela permettra de surcroît de constituer un extraordinaire fichier secret de l'ensemble des citoyens.

On le voit, l'idée était riche de possibilités. Malheureusement, après un bon départ, le film s'enlise, tâtonne, ne sait pas choisir, ne sait pas jusqu'où aller trop loin. On se surprend à attendre une image un peu claire pour pouvoir regarder sa montre... Bref, malgré deux ou trois bonnes scènes, ce film plein de bonnes intentions ne parvient pas à être un film intéressant.

Cela dit, si vous êtes mordu d'écologie au point d'être rétif devant toute idée de progrès scientifique, si vous prenez votre pied dès qu'on vous montre un conseil d'administration de société un peu grotesque, si vous pensez qu'Antonioni fait un cinéma dépassé, alors, peut-être, aimez-vous quand même **Le Futur aux Trousses**...

Si le futur vous tente moins que le rétro, on vous offre **L'Aigle avait deux têtes**, de Lutz BECKER. C'est un film de montage sur la montée du nazisme en Allemagne, à partir de bandes tournées entre 1918 et 1933 et retrouvées, essentiellement, dans les archives allemandes et britanniques.

La première séquence — les discours de Goebbels et d'Hitler au grand meeting de février 1933, juste après l'accession d'Adolf au poste

de chancelier — est saisissante ; elle est suivie de la seule séquence en couleurs du film, un défilé de SA, de nuit, aux flambeaux.

Tout le film n'a malheureusement pas cette qualité. D'abord parce que, visiblement, même si on commence à en retrouver, les documents filmés à l'époque manquent. Alors Becker a meublé comme il a pu, pour remplir son heure et demie : notamment avec des extraits de films de l'époque, ou avec des séquences de l'actualité du music-hall à Berlin, qui ne s'imposaient pas évidemment.

C'est pourquoi, en définitive, la vision du film ne s'impose que pour les passionnés de l'Histoire de cette époque, qui se déplaceront pour voir une vingtaine de minutes, au total, de documents absolument inédits en France. Ils n'auront pas à se plaindre du commentaire : L. Becker a eu la bonne idée de n'en point faire.

Malgré tout, les images sont parfois agrémentées d'un texte écrit, dont on peut regretter qu'il ne soit pas plus explicite. Joint au fait que les images manquent, sur certains faits (les actions de terrorisme des SA, l'incendie du Reichstag...), cela donne au film un caractère non seulement bizarrement désengagé, mais parfois franchement fallacieux. Quand on voit Hitler en campagne électorale, puis qu'on le voit chancelier, on pourrait ainsi s'imaginer que les nazis ont conquis la majorité absolue des suffrages...

Bref, même si l'on accepte l'idée — discutable — qu'un tel film puisse être purement « factuel », au service d'une Histoire purement « événementielle », beaucoup dépend encore du choix des faits et de l'éclairage qu'on leur donne.

Et si décidément, vous n'optez ni pour le futur ni pour le rétro, mais pour ce bon vieux présent, il vous restera toujours **French Connection II**. C'est assez débile, dans le genre heureusement qu'on a une police pour pourchasser les affreux trafiquants. Malgré une direction d'acteurs assez ferme de J. Frankenheimer, qui connaît toutes les ficelles du métier, il y a des moments où l'on s'ennuie ferme, notamment quand ce brave flic américain se fait droguer de force, puis désintoxiquer de force... Restent quand même deux trucs pas piqués des hannetons. L'un, c'est la vision américaine d'une Marseille-cité de la drogue qui vaut son pesant de gastounets. L'autre, c'est la mise en scène tranquille du vrai flic américain, sympa et... Mais qui tue son client.

Gilbert HERCET □

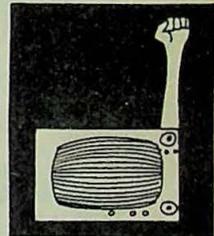


Hermann Goering, grand dignitaire nazi.

LUNDI 8 SEPTEMBRE
ANT. 2. 20 H 30

télévision

« Un changement de saison »



✕ Ils ont la quarantaine, ils habitent sur la Manche à Dieppe. Lui, il travaille au chantier naval. Elle, elle n'a pas « travaillé » — c'est-à-dire qu'elle n'a pas occupé de travail salarié — depuis dix huit ans, lorsqu'est née leur fille qui prépare « bac », aujourd'hui. Elle vit dans l'ombre, bien que lui ne soit pas un égoïste chevronné : il participe à la vie syndicale. Il a simplement oublié que sa femme, ç'aurait pu être un camarade de boulot...

Elle décide de retrouver un emploi pour faciliter l'éducation du jeune fils. Comme si c'était le moment avec « la crise ». Lui, ne s'y oppose pas, mais visiblement, ce n'est pas la joie. Bien sûr, elle ne trouve rien. Si, peut-être, un emploi de câbleuse. « Toi, ouvrière ? pas question ». C'est tranché.

« Il faut aller à Paris ! ». Le conseil revient avec chacun des « on regrette ». Mais Paris, c'est loin, cela fait peur lorsqu'on vit dans l'ombre de quelqu'un depuis vingt ans. La séparation, le train, la banlieue, la grisaille, le métro, la solitude. Tout cela, pour découvrir l'univers concentrationnaire d'un pool de dactylo d'une grande compagnie d'assurance. Peut-être pire que l'usine : en rang, les cadences le silence sous l'œil d'une petite-chef.

La chambre d'hôtel, minuscule et chère. Le banc du square et cette vieille dame qui cherche le contact : « Mon mari est mort il y a cinq ans. Avant, on se mettait à la fenêtre, on sortait jamais. Maintenant, je sors, je viens sur ce banc ». Et pourtant, un sourire, une volonté de résister, de ne pas se laisser broyer : « Je reste », répond l'O.S. dactylo à celui, accouru, paternaliste et qui ne voulait pas qu'elle soit câbleuse.

C'est la vie. Telle que l'a façonnée le système capitaliste au sommet de son raffinement. On peut l'accepter un temps, longtemps, toujours. On peut faire que ça change. La solution n'est certes pas « personnelle ». Mais la volonté tenace de prendre en main son destin, ce peut être un grand pas. C'est un peu ce que l'on pense en voyant ce film qui dure une heure quinze. Jacques Krier et Marcel Trillat en sont les auteurs. Avec quelques autres, Jacques Krier participe, au sein d'une télévision d'abrutissement organisé, au redressement de l'être humain profondément blessé. Il le fait en termes simples, à partir de cas concrets, sobrement. Son « changement de saison », qui ne cache pas les contradictions. Hommes-femmes sous prétexte que cela pourrait affaiblir la lutte contre l'injustice et l'asservissement, pourrait s'appeler « un changement de télévision ». Le temps d'un rêve.

M.C. ■

Les affiches de l'atelier populaire de l'école des Beaux-Arts

Mésa, amie de mai 68, a retrouvé les affiches et les tracts édités par l'atelier populaire des Beaux-Arts en mai 68 : c'est un livre qui évoque par l'image, toute l'histoire et le souffle de cette révolution avortée. A lire, à méditer, à conserver pour s'en inspirer.

S.P.M. Éditions. En vente à la librairie de T.S.

